

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2<sup>e</sup> Division

D<sup>ier</sup> N<sup>o</sup> 91-112  
4210

Dossier sommaire à l'appui de la lettre  
à Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Guerre

Transport des prisonniers rapatriés d'Allemagne,  
convoqués, après retour dans leurs foyers, pour  
subir un examen radiologique.

460 B 12/10

À retourner au Service Commercial Central.

10 OCT 1942  
Lettre expédiée le  
sans rectification  
avec rectification

Copie pour le <sup>Copie</sup> ~~Secr~~ COMMERCIAL

819

Copie transmise à Monsieur le Directeur des Services Financiers à titre de premier avis.

14/10/1942

9 OCT 1942

2/62/31  
N° 5-1.112/ 34.695 F  
22.10

Monsieur le Ministre,

Par lettre n° 1641 - S 2/Int. du 17 septembre, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la question du transport de prisonniers allemands d'Allemagne qui sont convoqués, après retour dans leurs foyers, pour subir un examen radiologique destiné à déterminer pour l'avenir leur aptitude militaire et à statuer, éventuellement, sur leur droit à pension.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'ai pas d'objection à ce que - par analogie avec la tarification qui doit être appliquée, dès autorisation de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, aux hommes de la réserve de l'armée active appelés devant une commission spéciale de réforme - le tarif militaire soit accordé aux prisonniers libérés dont il s'agit, sur présentation de leur convocation. Toutefois, afin de ne permettre de donner les instructions utiles au personnel de la P.M.V., je vous serais obligé de vouloir bien m'adresser un spécimen de convocation, laquelle devrait être d'un modèle uniforme et comporter une mention relative au droit au tarif militaire sur les chemins de fer.

En ce qui concerne les ex-prisonniers ainsi convoqués et qui ne peuvent faire l'avance du prix du billet, je suis également bien d'accord pour que nos gares leur délivrent des billets du modèle CC.139 A, le règlement du prix de transport devant être effectué ultérieurement, sur la base du tarif militaire, par votre Service de la Liquidation des Transports à Paris. Dans ce cas, il conviendrait que les intéressés aient, par les soins du service qui les convoquerait, d'un "bon spécial de transport" du modèle n° 2, échangeable à la gare de départ contre le billet CC 139 A. Je vous remercie et je

Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Guerre  
Direction de l'Intendance -  
Sous-direction de la Solde et des Transports  
P.L.O. H.

24/10/14  
un exemplaire de ce bon, lequel est d'ailleurs déjà utilisé par  
votre Département pour le transport des candidats à l'engagement  
dépense de ressources.

Je vous prie de me faire savoir si cette notice reçoit  
votre agrément, et, dans l'affirmative, nous autoriserons aussitôt  
les gares à accepter les bons en question établis au nom  
des intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos  
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER

Proposé à  
Monsieur le Directeur Général  
pour être soumis à la signature  
de Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration  
Paris, le 3 OCT 1942 19  
Le Directeur du Service Commercial,  
Signé : MAROIS

*Copie*

849

le 14/10/1942

Copie transmise à Monsieur le Directeur des  
Services Financiers  
à titre de premier avis.

Och.

42

n° 531.112 / 34.695 F  
42.10

Signé Fournier  
(sans modification) le 9/10.

Monsieur le ministre,

Par lettre n° 1445 - 6 F/Int. du 17 Septembre, vous  
avez bien voulu attirer mon attention sur la question du trans-  
port de prisonniers rapatriés d'Allemagne qui sont convoqués,  
après retour dans leurs foyers, pour subir un examen radiolo-  
gique destiné à déterminer pour l'avenir leur aptitude mili-  
taire ou à statuer, éventuellement, sur leur droit à pension.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'ai  
pas d'objection à ce que - par analogie avec la tarification  
qui doit être appliquée, dès autorisation de A. le Secrétaire  
d'Etat aux Communications, aux hommes de la réserve de l'armée  
active appelés devant une commission spéciale de réforme -  
le tarif militaire soit accordé aux prisonniers libérés dont  
il s'agit, sur présentation de leur convocation. Toutefois,  
afin de me permettre de donner les instructions utiles au  
personnel de la S.M.C.F., je vous serais obligé de vouloir bien  
m'adresser un spécimen de convocation, laquelle devrait être  
d'un modèle uniforme et comporter une mention relative au  
droit au tarif militaire sur les chemins de fer.

En ce qui concerne les ex-prisonniers ainsi convoqués,  
et qui ne peuvent faire l'avance du prix du billet, je suis  
également bien d'accord pour que nos gares leur délivrent des  
billets du modèle CC.139 R, le règlement du prix de transport  
devant être effectué ultérieurement, sur la base du tarif mili-  
taire, par votre Service de la Liquidation des transports à  
Paris. Sans ce cas, il conviendrait que les intéressés soient  
munis, par les soins du service qui les convoquerait, d'un  
" bon spécial de transport " du modèle n° 2, échangeable à la  
gare de départ contre le billet CC.139 R. Je vous remets ci-joint

...

Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Guerre  
Direction de l'Intendance -  
Sous-Direction de la Solde et des Transports  
VIG HY

un exemplaire de ce bon, lequel est également à être utilisé par  
votre département pour le transport des candidats à l'engagement  
détenus de ressources.

Je vous prierais de me faire savoir si cette méthode reçoit  
votre agrément, et, dans l'affirmative, nous autoriserons aussi-  
tôt les gares à accepter les bons en question établis au nom  
des intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ D'AMÉLIORATION.

DOUBLE

L'attention de la 2.<sup>ème</sup> Division est attirée sur le fait que M. (~~le Président ou le~~ Directeur Général ou le Directeur du Service Commercial) a fixé au 9. octobre la date limite à laquelle devra lui parvenir la réponse concernant l'affaire ci-après :

(objet de l'affaire)

*Transport de prisonniers immobilisés  
et courbés pour examen  
radiologique*

Renseignements concernant  
l'affaire ci-dessus

N° du dossier ... 21-112  
4210

Nom du Chef de Section  
responsable de la mar-  
che de l'affaire : *M. Carrondé*

*Répondre le 9/10/1942 (21-813)*  
*(Signé: Fournier)*



21 SEP 1942

Ge/4

21 SEP 1942

SECRÉTARIAT D'ÉTAT  
A LA GUERRE

ÉTAT FRANÇAIS  
D 62131/46  
Pièce N°

N° 15 a  
de la Collection

DIRECTION de l'INTENDANCE

Sous-Direction de la Solde  
et des Transports

VICHY, le 17 SEP 1942

CABINET DU PRÉSIDENT

S.N.C.F.  
SERVICE COMMERCIAL  
34695  
Don 22 SEP 1942  
C

GÉNÉRALE  
C.F.  
18 SEPT. 1942  
LIAISON DE VICHY

N° = 1644  
67 nit

*il faut, pour la tenue  
de ces commissions, d'un minimum  
un train, plus ou moins partiel,  
dont les gares principales de  
pour les trains de voyageurs.*

Monsieur le Président,

NOTA. — Les réponses doivent  
être le numéro d'ordre, rappeler  
les indications du timbre ci-dessus.

OBJET: Transport de prisonniers démobilisés et convoqués  
pour examen radiologique.-

Des prisonniers rapatriés d'Allemagne, libérés  
sans avoir subi l'examen radiologique permettant de déter-  
miner pour l'avenir, leur aptitude militaire et de sta-  
tuer, le cas échéant, sur leur droit à pension, sont  
convoqués pour être soumis après coup, à cet examen.

Ces convocations, qui sont assimilables aux appels  
devant les Commissions spéciales de réforme des hommes  
de la réserve, doivent donner droit au transport sur les  
chemins de fer au quart de place.

Dans le cas où les rapatriés ainsi convoqués ne  
pourraient faire l'avance du prix de leur billet au  
tarif militaire, il semble que les gares pourraient, sur  
le vu du titre de convocation, délivrer des billets de  
transport spéciaux (modèle CC I39 R) ainsi qu'il est  
d'ailleurs fait pour certains prisonniers mis à la dis-  
position des communes rurales et rejoignant leur camp d'in-  
ternement ou envoyés en permission dans leur famille et  
regagnant leur camp, etc.... (D.M. N° 98 I3/5 du 19 Sep-  
tembre 1941 - B.O.P.S.P. page I.6II).

/.....

Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F. -  
8, Rue St-Lazare, 8  
PARIS

02826  
Reçu  
Ce timbre doit rester  
attaché à la pièce

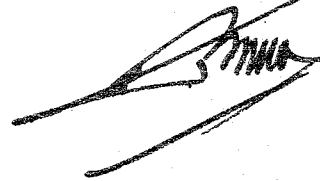
Les billets ainsi délivrés devraient évidemment porter toutes indications utiles pour permettre de déterminer le motif du déplacement et l'identification du bénéficiaire du billet qui signerait la souche du billet. Le prix de ces billets serait ensuite réglé par mon Service de la Liquidation des Transports à PARIS, au tarif militaire.

Il ne semble pas que cette façon de procéder puisse soulever des objections de votre part. Cependant je vous serais très obligé de bien vouloir me faire parvenir votre réponse le plus tôt possible afin de me permettre de donner des instructions à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.-

Pour le Souffrance d'Etat à la Cour  
et par l'intermédiaire du Général  
Chef de l'Etat-Major de l'Armée

Pour le Directeur de l'Intendance :  
L'Intendant de 1<sup>re</sup> cl. LAURENT  
Directeur Adjoint





**AVIS GÉNÉRAL**

**T 101**

**N° 3**

**TRANSPORT DES MILITAIRES ET MARINS  
PRISONNIERS DE GUERRE**

**article 1 ♦ Militaires et marins, prisonniers de guerre, faisant l'objet  
d'un rapatriement massif.**

Le rapatriement massif des militaires et marins rentrant de captivité donne lieu à la mise en marche de trains spéciaux depuis le point d'entrée en France jusqu'aux centres de triage situés en zone occupée ou en zone non occupée.

Ce parcours est effectué sans titre de transport.

A partir des centres de triage, les militaires ou marins rapatriés sont munis d'une fiche, dite « fiche d'identité et de transport », dont l'Annexe au présent Avis reproduit le modèle.

Les conditions de transport sont indiquées ci-après :

**1° — Fiche d'identité et de transport.**

Une fiche d'identité et de transport est délivrée par le centre de triage.

Toutefois, cette fiche peut, exceptionnellement, être établie :

— lorsqu'il s'agit de malades n'ayant pas séjourné au centre de triage, par un hôpital d'hébergement ou par un centre de démobilisation auquel cet hôpital est rattaché ;

— lorsqu'il s'agit d'isolés, par la première autorité militaire française à laquelle ils se présentent.

Elle n'est valable comme titre de transport sur les lignes de la S.N.C.F. que pour la relation indiquée (**parcours simple**). Elle peut être établie pour un voyage du lieu de son établissement au centre de démobilisation en passant par un lieu de congé qui y est mentionné.

Lorsqu'un prisonnier rapatrié doit effectuer, avant sa démobilisation effective ou avant d'avoir rejoint son corps d'affectation, des parcours autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus, il reçoit, par les soins de l'autorité militaire qui le met en route ou le convoque, l'indemnité kilométrique, et doit se munir d'un billet au tarif militaire.

**En aucun cas, le titre de permission ne donne droit au transport sans paiement préalable du prix de la place.**

La fiche d'identité et de transport, qui doit être timbrée par les gares de départ et d'arrivée, ne doit pas être retirée à son titulaire, même si elle n'est plus utilisable comme titre de transport.

**2° — Fiche de démobilisation.**

La fiche de démobilisation, qui est établie par le service qui procède à la démobilisation des prisonniers rapatriés, permet à son titulaire de voyager sans paiement préalable sur les lignes de la S.N.C.F. depuis le lieu où elle a été établie :

— soit jusqu'au lieu où se retire le démobilisé, en zone occupée (interdite ou non) ou en zone non occupée ;

— soit, pour les démobilisés à retour différé, c'est-à-dire ne pouvant momentanément rejoindre leurs foyers, jusqu'au lieu d'hébergement.

**article 2 ♦ Militaires et marins, prisonniers de guerre, voyageant, soit isolément, soit par petits groupes, à l'occasion de leur libération, de leur mise en congé de captivité ou de divers déplacements.**

Les militaires et marins français, prisonniers de guerre, qui voyagent sur les lignes de la S.N.C.F., soit isolément, soit par petits groupes, à l'occasion de leur libération, de leur mise en congé de captivité ou de divers déplacements, doivent être transportés, sur présentation des pièces justificatives dont ils ont été munis, dans les conditions ci-après :

**1° — Transport, sans paiement préalable, sur simple présentation des pièces justificatives du déplacement.**

Par assimilation aux réservistes démobilisés, les prisonniers qui sont, soit libérés individuellement, soit mis en congé de captivité, doivent, sur présentation de leur avis de libération ou de leur titre de congé, être transportés, **sans paiement préalable**, de la gare desservant leur camp d'internement (ou du point de leur entrée en France) à la gare desservant leur résidence normale, dans les mêmes conditions que les militaires ou marins visés à l'article 1<sup>er</sup> § b) de l'Avis Général T 101 n° 2 du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

**2° — Transport, sans paiement préalable, donnant lieu à l'établissement de billets de transports spéciaux à régler du modèle CC 139 R annotés dans les conditions prévues aux articles 23 et 24 du fascicule I du Règlement Général de la Comptabilité des Gares.**

**a — Prisonniers en congé de captivité astreints à se présenter à une Kommandantur ou à un Frontstalag aux dates qui leur ont été fixées par les Autorités allemandes.**

Les prisonniers mis en congé de captivité qui sont dans l'obligation, conformément aux indications figurant sur la pièce qui leur a été remise par les Autorités allemandes, de se présenter à un Frontstalag ou à une Kommandantur, soit une fois dans un certain délai à compter de leur mise en congé, soit périodiquement à des dates précisées, doivent être transportés **sans paiement préalable** à l'aller et au retour.

La gare de départ leur délivre, sur présentation de l'ordre de déplacement, deux billets de transports spéciaux à régler du modèle CC 139 R, valables, l'un pour le trajet d'aller et l'autre pour le trajet de retour, en indiquant sur ce dernier une durée de validité égale à celle des billets d'aller et retour ordinaires.

Chacun de ces billets doit être revêtu de la mention : « **prisonnier en congé de captivité allant se présenter à la Kommandantur (ou au Frontstalag) de .....** » (1).

**b — Prisonniers en congé de captivité se rendant dans un centre désigné afin d'y être démobilisés.**

Les prisonniers qui, étant en congé de captivité à leur résidence, sont invités à se présenter devant un centre de démobilisation, doivent être transportés **sans paiement préalable**.

Sur présentation de l'ordre de déplacement, la gare de départ leur délivre un billet de transport spécial à régler du modèle CC 139 R **valable pour le trajet d'aller**, sur lequel elle porte la mention : « **prisonnier en congé de captivité allant se faire démobiliser à.....** » (1).

Pour le voyage de retour de la gare desservant le centre démobilisateur à la gare desservant leur domicile, les intéressés sont admis à voyager sans débours, sur simple présentation de leur titre de démobilisation (voir l'Avis Général T 101 n° 2 du 1<sup>er</sup> janvier 1943, article 1<sup>er</sup> § b).

**c — Prisonniers se rendant en permission dans leur famille, munis d'un titre de permission établi par les Autorités allemandes.**

Les prisonniers envoyés en permission dans ces conditions doivent être transportés, tant à l'aller qu'au retour, **sans paiement préalable**. Sur présentation du titre de permission, les gares de départ et de retour délivrent un billet de transport spécial à régler du modèle CC 139 R, sur lequel elles portent la mention « **prisonnier envoyé en permission dans sa famille** » (1).

♦ (1) Cette mention doit être suivie de la référence de la pièce présentée ainsi que du nom, du grade, du régiment et du numéro matricule du prisonnier; de plus, ce dernier doit signer le décalque des billets.

Les décalques des billets doivent être envoyés, dans les conditions habituelles, à la Subdivision du Contrôle des Recettes-Voyageurs, 212, rue de Berzy, à PARIS.

**d — Prisonniers mis à la disposition d'une commune rurale et rejoignant leur camp d'internement.**

Les prisonniers envoyés dans une commune rurale pour y être occupés à des travaux agricoles doivent être transportés **sans paiement préalable**, de la gare desservant leur camp d'internement à la gare desservant la commune qui leur est désignée.

Le voyage de retour au camp s'effectue également **sans paiement préalable**.

Sur présentation de l'ordre de mise à disposition de la commune rurale ou de l'ordre de retour au camp d'internement, la gare de départ doit délivrer un billet de transport spécial à régler du modèle CC 139 R sur lequel elle porte la mention « **prisonnier mis à la disposition d'une commune rurale** » (1).

**3° — Transport, moyennant paiement immédiat du quart de tarif, des prisonniers démobilisés convoqués pour être soumis à un examen radiologique.**

Les prisonniers démobilisés convoqués par un centre de libération ou de démobilisation ou un service sanitaire pour être soumis à un examen radiologique sont munis par l'Autorité militaire d'une convocation mentionnant leur droit au tarif militaire pour le voyage aller et retour de leur domicile au lieu de convocation.

Sur présentation de cette convocation, les gares doivent délivrer, pour chacun des trajets d'aller et de retour, un billet au quart de tarif dont les intéressés doivent acquitter le montant.

**article 3 ♦ Itinéraire et classes de voitures.**

Les militaires ou marins visés au présent avis et qui voyagent sans paiement préalable du prix de leur place doivent emprunter l'itinéraire court ou l'itinéraire habituellement suivi par les voyageurs. Ils sont autorisés à voyager dans les conditions suivantes :

- Officiers et assimilés ..... 1<sup>re</sup> classe (2)
- Aspirants, Adjudants ou Adjudants-Chefs et assimilés, ainsi que les hommes de troupes et les Sous-Officiers, s'ils sont décorés de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire ..... 2<sup>e</sup> classe (2)
- Autres militaires ou marins ..... 3<sup>e</sup> classe .

Le déclassement n'est pas admis, même moyennant le paiement d'un supplément.

*P. le Directeur du Service Commercial :*

LE CHEF ADJOINT DU SERVICE COMMERCIAL,

**P. MAROIS.**

♦ (1) Cette mention doit être suivie de la référence de la pièce présentée ainsi que du nom, du grade, du régiment et du numéro matricule du prisonnier; de plus, ce dernier doit signer le décalque des billets.

Les décalques des billets doivent être envoyés, dans les conditions habituelles, à la Subdivision du Contrôle des Recettes-Voyageurs, 212, rue de Bercy, PARIS.

♦ (2) 2<sup>e</sup> classe dans les trains ne comportant pas de voiture de 1<sup>re</sup> classe et classe unique dans les trains ne comportant que des voitures de cette classe.

**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**

*des*  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**Cv**

Valable jusqu'à nouvel ordre.

**ADDITIF N° 1 A L'AVIS GENERAL TRAFIC**

Sous-Série Voyageurs N° 4 du 16 mars 1942.

COL.

Paris, le 9 septembre 1942.

Nm  
52

**TRANSPORT DES MILITAIRES ET MARINS  
PRISONNIERS DE GUERRE**

L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'Avis Général Trafic Sous-Série Voyageurs n° 4 du 16 mars 1942 prévoit que les militaires et marins rapatriés sont munis, généralement par le centre de triage, exceptionnellement par un hôpital d'hébergement (éventuellement, par le centre de démobilisation auquel l'hôpital est rattaché) ou, s'il s'agit d'isolés, par la première autorité militaire française à laquelle ils se présentent, d'une fiche d'identité et de transport qui n'est valable comme titre de transport sur les lignes de la S.N.C.F. que pour la relation indiquée (parcours simple).

L'attention est appelée sur le fait que la fiche d'identité et de transport peut être établie de façon à permettre à son titulaire de se rendre du point où elle a été établie au centre de démobilisation, en passant par un lieu de congé qui y est mentionné.

*P.* le Directeur du Service Commercial :  
LE CHEF ADJOINT DU SERVICE COMMERCIAL,  
**MAROIS.**

**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**

*des*

**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**Cv**

Valable jusqu'à nouvel ordre.

**AVIS GÉNÉRAL TRAFIC**

**Sous-Série Voyageurs N° 4**

COL.

Nm.  
52

Paris, le 16 mars 1942.

**TRANSPORT DES MILITAIRES ET MARINS PRISONNIERS DE GUERRE**

**Article 1<sup>er</sup> — Militaires et marins, prisonniers de guerre, faisant l'objet d'un rapatriement massif.**

Le rapatriement massif des militaires et marins rentrant de captivité donne lieu à la mise en marche de trains spéciaux depuis le point d'entrée en France jusqu'aux centres de triage situés en zone occupée ou en zone non occupée.

Ce parcours est effectué sans titre de transport.

A partir des centres de triage, les militaires ou marins rapatriés sont munis d'une fiche, dite « fiche d'identité et de transport », dont l'Annexe au présent Avis reproduit le modèle.

Les conditions de transport sont indiquées ci-après :

**1° — Fiche d'identité et de transport.**

Une fiche d'identité et de transport est délivrée par le centre de triage.

Toutefois, cette fiche peut, exceptionnellement, être établie :

— lorsqu'il s'agit de malades n'ayant pas séjourné au centre de triage, par un hôpital d'hébergement ou par un centre de démobilisation auquel cet hôpital est rattaché;

— lorsqu'il s'agit d'isolés, par la première autorité militaire française à laquelle ils se présentent.

Elle n'est valable comme titre de transport sur les lignes de la S.N.C.F. que pour la relation indiquée (**parcours simple**).

Lorsqu'un prisonnier rapatrié doit effectuer, avant sa démobilisation effective ou avant d'avoir rejoint son corps d'affectation, des parcours autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus, il reçoit, par les soins de l'autorité militaire qui le met en route ou le convoque, l'indemnité kilométrique, et doit se munir d'un billet au tarif militaire.

**En aucun cas, le titre de permission ne donne droit au transport sans paiement préalable du prix de la place.**

La fiche d'identité et de transport, qui doit être timbrée par les gares de départ et d'arrivée, ne doit pas être retirée à son titulaire, même si elle n'est plus utilisable comme titre de transport.

**2° — Fiche de démobilisation.**

La fiche de démobilisation, qui est établie par le service qui procède à la démobilisation des prisonniers rapatriés, permet à son titulaire de voyager sans paiement préalable sur les lignes de la S.N.C.F. depuis le lieu où elle a été établie :

— soit jusqu'au lieu où se retire le démobilisé, en zone occupée (interdite ou non) ou en zone non occupée;

— soit, pour les démobilisés à retour différé, c'est-à-dire ne pouvant momentanément rejoindre leurs foyers, jusqu'au lieu d'hébergement.

**Article 2. — Militaires et marins, prisonniers de guerre, voyageant, soit isolément, soit par petits groupes, à l'occasion de leur libération, de leur mise en congé de captivité ou de divers déplacements.**

Les militaires et marins français, prisonniers de guerre, qui voyagent sur les lignes de la S.N.C.F., soit isolément, soit par petits groupes, à l'occasion de leur libération, de leur mise en congé de captivité ou de divers déplacements, doivent être transportés, sur présentation des pièces justificatives dont ils ont été munis, dans les conditions ci-après :

**1° — Transport, sans paiement préalable, sur simple présentation des pièces justificatives du déplacement.**

Par assimilation aux réservistes démobilisés, les prisonniers qui sont, soit libérés individuellement, soit mis en congé de captivité, doivent, sur présentation de leur avis de libération ou de leur titre de congé, être transportés, **sans paiement préalable**, de la gare desservant leur camp d'internement (ou du point de leur entrée en France) à la gare desservant leur résidence normale, dans les mêmes conditions que les militaires ou marins visés à l'article 1<sup>er</sup> § b) de l'Avis Général Trafic, sous-série Voyageurs N° 3 du 14 mars 1942.

**2° — Transport, sans paiement préalable, donnant lieu à l'établissement de billets de transports spéciaux à régler du modèle CC 139 R annotés dans les conditions prévues aux articles 23 et 24 du fascicule I du Règlement Général de la Comptabilité des Gares.**

**a — Prisonniers en congé de captivité astreints à se présenter à une Kommandantur ou à un Frontstalag aux dates qui leur ont été fixées par les autorités allemandes.**

Les prisonniers mis en congé de captivité qui sont dans l'obligation, conformément aux indications figurant sur la pièce qui leur a été remise par les autorités allemandes, de se présenter à un Frontstalag ou à une Kommandantur, soit une fois dans un certain délai à compter de leur mise en congé, soit périodiquement à des dates précises, doivent être transportés **sans paiement préalable** à l'aller et au retour.

La gare de départ leur délivre, sur présentation de l'ordre de déplacement, deux billets de transports spéciaux à régler du modèle CC 139 R, valables, l'un pour le trajet d'aller et l'autre pour le trajet de retour, en indiquant sur ce dernier une durée de validité égale à celle des billets d'aller et retour ordinaires.

Chacun de ces billets doit être revêtu de la mention : « **prisonnier en congé de captivité allant se présenter à la Kommandantur (ou au Frontstalag) de .....** » (1).

**b — Prisonniers en congé de captivité se rendant dans un centre désigné afin d'y être démobilisés.**

Les prisonniers qui, étant en congé de captivité à leur résidence, sont invités à se présenter devant un centre de démobilisation, doivent être transportés **sans paiement préalable**.

(1) Cette mention doit être suivie de la référence de la pièce présentée ainsi que du nom, du grade, du régiment et du numéro matricule du prisonnier; de plus, ce dernier doit signer le décalque des billets.

Les décalques des billets doivent être envoyés, dans les conditions habituelles, à la Subdivision du Contrôle des Recettes-Voyageurs, 212, rue de Bercy à PARIS.

Sur présentation de l'ordre de déplacement, la gare de départ leur délivre un billet de transport spécial à régler du modèle CC 139 R valable pour le trajet d'aller, sur lequel elle porte la mention : « prisonnier en congé de captivité allant se faire démobiliser à ..... » (1).

Pour le voyage de retour de la gare desservant le centre démobilisateur à la gare desservant leur domicile, les intéressés sont admis à voyager sans débours, sur simple présentation de leur titre de démobilisation (voir l'Avis Général Trafic, sous-série voyageurs n° 3 du 14 mars 1942, article 1<sup>er</sup> § b).

c — Prisonniers se rendant en permission dans leur famille, munis d'un titre de permission établi par les autorités allemandes.

Les prisonniers envoyés en permission dans ces conditions doivent être transportés, tant à l'aller qu'au retour, sans paiement préalable. Sur présentation du titre de permission, les gares de départ et de retour délivrent un billet de transport spécial à régler du modèle CC 139 R, sur lequel elles portent la mention « prisonnier envoyé en permission dans sa famille » (1).

d — Prisonniers mis à la disposition d'une commune rurale et rejoignant leur camp d'internement.

Les prisonniers envoyés dans une commune rurale pour y être occupés à des travaux agricoles doivent être transportés sans paiement préalable, de la gare desservant leur camp d'internement à la gare desservant la commune qui leur est désignée.

Le voyage de retour au camp s'effectue également sans paiement.

Sur présentation de l'ordre de retour

8° — Transport, moyennant paiement immédiat du quart de tarif, des prisonniers démobilisés, convoqués pour être soumis à un examen radiologique.

Les prisonniers démobilisés convoqués par un centre de libération ou de démobilisation ou un service sanitaire pour être soumis à un examen radiologique sont munis par l'Autorité militaire d'une convocation mentionnant leur droit au tarif militaire pour le voyage aller et retour de leur domicile au lieu de convocation.

Sur présentation de cette convocation, les gares doivent délivrer, pour chacun des trajets d'aller et de retour, un billet au quart de tarif dont les intéressés doivent acquiescer le montant.

DU SERVICE COMMERCIAL,  
P. MAROIS.

(1) Cette mention doit être suivie de la référence de la pièce présentée ainsi que du nom, du grade, du régiment et du numéro matricule du prisonnier; de plus, ce dernier doit signer le décalque des billets. Les décalques des billets doivent être envoyés, dans les conditions habituelles, à la Subdivision du Contrôle des Recettes-Voyageurs, 212, rue de Bercy à PARIS.

(2) 2<sup>e</sup> classe dans les trains ne comportant pas de voiture de 1<sup>re</sup> classe et classe unique dans les trains ne comportant que des voitures de cette classe.



Paris, le 1<sup>er</sup> février 1943

**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**  
des  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**AVIS GÉNÉRAL**

**T** Périodique  
Voyageurs

N° 3

C

**DISTRIBUTION**

**EX**

1 à 4  
11 - 13 - 14 - 18  
23 - 34 - 41

**OBJET :**

- 1<sup>er</sup> Documents distribués au cours de la période écoulée.
- 2<sup>o</sup> Application du tarif militaire aux membres démobilisés de l'Armée de l'Armistice.
- 3<sup>o</sup> Transport au quart de tarif des prisonniers démobilisés convoqués pour être soumis à un examen radiologique.
- 4<sup>o</sup> Modifications à la Nomenclature « Voyageurs » des Etablissements S.N.C.F. et des Localités desservies par route ou par chemins de fer secondaires.
- 5<sup>o</sup> Foires, expositions, concours et manifestations analogues.
- 6<sup>o</sup> Modifications aux tarifs :
  - Belgique — Territoires occupés en France.
  - Reich-allemand, Alsace, Lorraine, Luxembourg, Gouvernement Général — Territoires occupés en Belgique et en France.

1<sup>o</sup> Documents distribués au cours de la période écoulée.

NATURE DU DOCUMENT	DATE	OBJET
— Tableau de correspondance des Avis Généraux Trafic Voyageurs EX 3a.	1 <sup>o</sup> janv. 1943	— Nouveau classement des A.G.T. Voyageurs.
— Règlement général sur l'examen des Réclamations : — Fascicule 3 .....	1 <sup>er</sup> janv. 1943 (*)	— Voyageurs et bagages — Trafic français.
— Fascicule 5 .....	1 <sup>er</sup> janv. 1943 (*)	— Voyageurs et bagages — Objets trouvés.
— Fascicule 6 .....	1 <sup>er</sup> janv. 1943 (*)	— Voyageurs et bagages — Accidents.
— Fascicule 7 .....	1 <sup>er</sup> janv. 1943 (*)	— Voyageurs et bagages — Contraventions tarifaires.

(\*) La date d'application sera fixée ultérieurement.

2<sup>o</sup> Application du tarif militaire aux membres démobilisés de l'Armée de l'Armistice.

Les membres démobilisés de l'Armée de l'Armistice peuvent obtenir des billets à tarif militaire pour tout parcours à effectuer par chemin de fer sur présentation :

- soit d'une carte de circulation au millésime de 1943 (et jusqu'au 28 février 1943, d'une carte de circulation au millésime de 1941) ;
- soit, jusqu'au 31 mars 1943, d'un titre de permission de longue durée valable, en principe, jusqu'au 31 décembre 1942, mais dont la validité a été prorogée d'office jusqu'à nouvel avis.

Ces dispositions, ainsi que des précisions au sujet de l'application du tarif militaire aux militaires et marins des réserves convoqués devant des Commissions de réforme, ont été insérées dans un nouveau tirage de la page 2 de l'Avis Général T 101 n° 1 (ancien Avis Général Trafic, Sous-série Voyageurs n° 2) que les gares reçoivent en même temps que les béquets annoncés par le tableau de correspondance EX 3a des Avis Généraux Trafic Voyageurs.

3<sup>o</sup> Transport au quart de tarif des prisonniers démobilisés convoqués pour être soumis à un examen radiologique.

Les prisonniers démobilisés convoqués pour être soumis à un examen radiologique doivent être assimilés, au point de vue de l'application du tarif militaire, aux militaires des réserves convoqués devant une Commission de réforme, et qui ont droit au bénéfice du quart de tarif, contre paiement immédiat, par application de l'état B inséré à l'Annexe n° 1 à l'Avis Général T 101 n° 1 (ancien Avis Général Trafic, sous-série Voyageurs n° 2).

Les précisions utiles seront insérées à ce sujet dans l'Avis Général T 101 n° 3 qui remplacera l'Avis Général Trafic, sous-série Voyageurs n° 4, concernant le transport des militaires et marins prisonniers de guerre et que les gares recevront incessamment.

**4° Modifications à la Nomenclature « Voyageurs » des Etablissements S.N.C.F. et des Localités desservies par route ou par chemins de fer secondaires.**

Dès réception du présent Avis, la Nomenclature « Voyageurs » devra être modifiée à la plume comme il est indiqué ci-après :

- 1° — **Additions** — Ajouter à son ordre alphabétique le nom de l'établissement S.N.C.F. ci-après et les renseignements s'y rapportant :
  - Page 169 — E. Pavillons-sous-Bois { Aulnay-sous-Bois (3) ..... 5  
Bondy (2) ..... 3
  - Page 186 — O. Quimper — Ajouter le renvoi (12)
  - Page 237 — S.E. Thor (Le) — Ajouter le renvoi (11).
- 2° — **Substitutions** :
  - Page 36 — S.O. Briantes — remplacer le renvoi 21 par le renvoi (22)
  - Page 172 — N. Pierrefitte-Stains — remplacer le nom de Stains par (Seine).
- 3° — **Suppressions** :
  - Page 20 — S.E. Beaulieu-sur-Mer
  - Page 171 — S.E. Peyraud
  - Page 252 — S.O. Vieilleville
  - Supprimer l'établissement S.N.C.F. ci-après et tous les renseignements s'y rapportant :
    - Page 187 — E. Raincy-Pavillons { supprimer le renvoi 11  
Aulnay-sous-Bois (3) ..... 5  
Bondy (2) ..... 3
- 4° — **Rectifications** :
  - Page 20 — O. Bois-Cholet { — supprimer le signe  $\oplus$ , les renvois 1 et 25 et les gares de rattachement de Bouaye et de Bouguenais,  
— remplacer le renvoi 63 par le renvoi (55).

**5° Foires, expositions, concours et manifestations analogues.**

LIEU de la manifestation	DATE	NATURE	DISPOSITIONS DE L'I.G. EX 102 à observer (Instruction ancienne série commerciale n° 8)
Bordeaux .....	7-29 mars	Exposition régionale Artisanale.	1° B a)
Le Perreux-sur-Marne ...	20-22 février	Exposition d'animaux de basse-cour et d'oiseaux de cage et de volière.	— d° —
Paris .....	15 février-15 avril	54° Exposition de la Société des Artistes Indépendants.	— d° —

**6° Modifications de tarifs.**

DÉSIGNATION DU TARIF	OBJET DES MODIFICATIONS	PIÈCES ADRESSÉES aux gares intéressées
Tarif pour le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer entre la Belgique et les Territoires occupés en France (Edition du 1 <sup>er</sup> novembre 1941).	— Modification du régime de validité des billets simples; — Addition de nouveaux parcours belges et français; — Suppression des relations via Quiévrain/Blanc-Misseron fr.; — Introduction des taxes S.N.C.F. résultant de la majoration du 15 octobre 1942. * ** En outre, il y a lieu d'apporter la modification ci-après audit document : Page 27 — Calais Ville. Bray-Dunes/Adinkerke fr. 3 <sup>e</sup> classe : Il y a : 39.80 Il faut : 32.40	(Rectificatif n° 5) Application : dès réception.
Tarif voyageurs et bagages Reich-allemand, Alsace, Lorraine, Luxembourg, Gouvernement Général, d'une part — Territoires occupés en Belgique et en France, via la Belgique, d'autre part. (Edition du 1 <sup>er</sup> décembre 1942).	— Suppression des relations avec Hegyesalom; — Rectification des distances pour les parcours allemands dans les relations avec Marchegg (via Welkrenrath/Dolhain fr.); — Addition de nouvelles relations allemandes (Nickelsdorf Gr. et Reutlingen H bf.).	Avis particulier (Rectificatif n° 2) Application : dès réception.

Le Directeur du Service Commercial : **BOYAUX.**

AVIS GENERAL

T périodique  
voyageurs

Transport au quart de tarif des prisonniers démobilisés  
convoqués pour être soumis à un examen radiologique.

Les prisonniers démobilisés convoqués pour être soumis à un examen radiologique doivent être assimilés, au point de vue de l'application du tarif militaire, aux militaires des réserve convoqués devant une Commission de réforme, et qui ont droit au bénéfice du quart de tarif, contre paiement immédiat, par application de l'état B inséré à l'Annexe n° 1 à l'Avis Général T 101 n° 1 (ancien avis général Trafic, Sous-série Voyageurs n° 2).

*devant*  
Les précisions utiles ~~ont été~~ insérées à ce sujet dans ~~le tirage de l'Avis Général T 101 n° 3 qui, d'après le tableau de correspondance, En 3-A doit remplacer l'Avis Général~~ *en un anneau*  
Trafic Sous-série Voyageurs n° 4, concernant le transport des militaires et marins, prisonniers de guerre *et pas les gens venant*

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL, 

Transport  
des prisonniers de guerre rapatriés d'Allemagne  
convoqués après retour dans leurs foyers pour  
subir un examen radiologique

Le Secrétariat d'Etat à la Guerre nous avait demandé, par lettre du 17 septembre, d'assimiler les prisonniers rapatriés d'Allemagne et qui vont subir un examen radiologique après démobilisation, aux hommes de la réserve convoqués devant les commissions spéciales de réforme.

Nous étions à ce moment là en pourparlers pour admettre ces derniers au bénéfice du tarif militaire en les comprenant sur l'Etat B.

Subsidiairement, le Secrétariat à la Guerre demandait que l'on délivre, éventuellement, dans les cas de l'espèce, des billets CC.139.R., sans paiement immédiat.

Nous avons répondu par un acquiescement de principe sur chacun des deux points soulevés, en précisant que :

- pour obtenir le bénéfice du tarif militaire contre paiement, les intéressés devraient être munis d'une convocation d'un modèle uniforme, comportant une mention relative au droit au tarif militaire sur le chemin de fer,

- pour obtenir le transport sans paiement immédiat, il conviendrait de les munir d'un bon du modèle standard n° 2 déjà accrédité pour le transport des candidats à l'engagement dénués de ressources.

Bien que nous ayons demandé à être tenus au courant, nous n'avons pas reçu de réponse; mais le Bulletin Officiel de la Guerre du 14 décembre 1942 comporte une circulaire concernant le droit au tarif militaire reconnu par la S.N.C.F. pour le transport des prisonniers rapatriés et démobilisés au quart de tarif lorsqu'ils vont subir l'examen radiologique ainsi que le modèle de convocation à présenter pour obtenir un billet à quart tarif.

Cette façon de faire du Secrétariat à la Guerre est assez regrettable.

.....

Dans notre pensée, il s'agissait d'établir un modèle de convocation qui aurait pu servir, non seulement pour les prisonniers de guerre rapatriés, mais pour tous les hommes des réserves convoqués à l'avenir devant des commissions de réforme. C'était un premier pas dans l'unification des titres que nous avions préconisée antérieurement; la procédure adoptée par le Secrétariat d'Etat nous éloigne encore de l'unification désirée.

Subsidiairement, la circulaire insérée au B.O. prévoit que le montant payé au tarif militaire sera remboursé par les organismes convocateurs; par suite, la Guerre semble renoncer à la formule du billet CC.139.R.

En tout état de cause, il est envisagé de donner des instructions à l'occasion du prochain rectificatif concernant le droit au tarif militaire des hommes de l'Armée de l'Armistie récemment renvoyés dans leurs foyers.

A cet effet, on apporterait les deux modifications suivantes à la page 2 de l'A.G.T. n° 2 :

I<sup>re</sup>) le premier alinéa serait libellé comme suit :

"b) soit des titres des différents modèles donnant droit au tarif réduit pour un seul voyage : permissions, congés, ordres de mission, convocations par l'autorité militaire devant une commission de réforme ou un organisme similaire (pour les militaires et marins de réserve) etc.."

II<sup>de</sup>) au bas de la page, on ajouterait un nouvel alinéa :

"c) aux militaires et marins de réserve convoqués devant une commission de réforme ou organisme similaire".

Parallèlement à cette disposition d'ordre permanent, on ajouterait, pour éviter toute difficulté aux prisonniers, démobilisés, les précisions suivantes à la fin de l'article 2 de l'A.G.T. n° 4 :

"3°) Transport, moyennant paiement immédiat du quart de tarif, des prisonniers démobilisés, convoqués pour être soumis à un examen radiologique".

"Les prisonniers démobilisés convoqués par un centre de libération ou de démobilisation ou un service sanitaire pour être soumis à un examen radiologique sont munis par l'autorité militaire d'une convocation mentionnant leur droit au tarif militaire pour le voyage aller et retour de leur domicile au lieu de convocation.

" Sur présentation de cette convocation, les gares  
"doivent délivrer, pour chacun des trajets d'aller et retour,  
"un billet au quart tarif dont les intéressés doivent  
"acquitter le montant."

.....

Direction de l'Intendance; Sous-Direction de la Solde et des  
Transports; Bureau des Transports et des Déplacements.

Circulaire relative au transport des prisonniers  
démobilisés convoqués pour subir un examen radiologique.

N° 0132-6-T/Int.

Vichy, le 25 novembre 1942.

Des prisonniers de guerre rapatriés, puis démobilisés,  
sont parfois rappelés par un centre de libération ou de démobi-  
lisation ou un service sanitaire, pour être soumis à un examen  
radiologique.

La S.N.C.F. vient de leur reconnaître le droit au  
tarif militaire, sur ses lignes, pour leur transport de leur  
domicile au lieu de leur convocation et retour.

Le prix du voyage aller étant de faible importance les  
personnels ainsi convoqués pourront sans gêne en faire l'avance.

Le montant leur sera remboursé par l'organe ayant  
adressé la convocation, lequel payera en même temps le prix du  
voyage "retour" (au quart de place).

Les intéressés obtiendront des gares le tarif militaire  
en présentant leur titre de convocation qui devra être conforme  
au modèle ci-joint.

(\*) La Guerre semble donc avoir  
observé la partie de sa lettre  
du 17/9/42, concernant le transport  
des rapatriés qui ne pourraient  
faire l'avance du prix de leur  
billet.



## C O N V O C A T I O N

Monsieur (1) (2)  
prisonnier de guerre rapatrié le (3)  
domicilié à (4), est convoqué  
le (5), à (6)  
pour y subir l'examen radiologique systématique prévu obligatoirement pour tous les rapatriés.

Après accord avec la S.N.C.F. la présente convocation donne droit au tarif militaire sur les chemins de fer pour les voyages aller et retour du domicile au lieu de convocation.

Le prix de ces voyages sera remboursé au quart de place par le (6).

A

(7).

- 
- (1) Nom.
  - (2) Prénoms.
  - (3) Date.
  - (4) Localité et adresse.
  - (5) Date et heure.
  - (6) Centre de libération ou formation sanitaire.
  - (7) Lieu et date. Nom et qualité de l'autorité effectuant la convocation.